



Un recul contenu mais une reprise toujours attendue

Le deuxième trimestre 2014 affiche une baisse d'activité de 1,5 % en volume. Ainsi l'activité de l'artisanat du bâtiment contient son recul depuis 3 trimestres, après avoir atteint un point bas - 4 % il y a un an. Néanmoins, on constate une évolution différenciée avec la construction neuve qui se dégrade à nouveau (- 4 %) alors que l'entretien-amélioration affiche une croissance atone (0 %).

Si la construction neuve a subi une moindre dégradation depuis un an dans l'artisanat du bâtiment, elle enregistre au deuxième trimestre 2014 une nouvelle détérioration de - 4 % contre - 2,5 % au 1^{er} trimestre 2014. Il est à noter une baisse significative des mises en chantier en France, - 8,5 % sur un an, ainsi seulement 312 000 logements ont été lancés à fin mai 2014.

La construction de logements neufs est donc à son plus bas niveau depuis 15 ans alors que les taux d'intérêts sont historiquement bas. Du côté des permis de construire, les perspectives sont également sombres puisqu'ils reculent de 20,7 % sur un an, soit 389 000 logements ont été autorisés à fin mai 2014. Dans ce contexte, un tiers des

entreprises artisanales déclare une baisse de leurs plans de charges sur le segment de la construction neuve.

En revanche, l'activité entretien-amélioration sort du rouge et affiche une croissance nulle (0 %) après deux années d'activité en baisse continue. L'amélioration progressive du marché de l'immobilier dans l'ancien avec un volume de ventes de logements en hausse de 11 % sur un an (entre avril 2014 et avril 2013) et le relatif soutien des travaux de performance énergétique, notamment à travers la TVA à 5,5 %, peuvent expliquer le maintien de l'activité d'entretien-rénovation.

Les prévisions des carnets de commandes en entretien-amélioration, bien qu'encore dégradées, sont toutefois moins marquées

que l'année dernière, 28 % des entreprises artisanales déclarent un recul de l'activité au deuxième trimestre 2014 contre 45 % au même trimestre de l'année précédente.

En ce qui concerne la trésorerie, on ne constate aucun signe d'amélioration, seuls 7 % des professionnels déclarent une amélioration de leur trésorerie contre 29 % qui indiquent une détérioration.

Dans un tel contexte, les professionnels du bâtiment attendent que les mesures pour soutenir la construction et la rénovation, annoncées par le gouvernement, puissent produire rapidement leurs effets notamment en ce qui concerne l'Eco-prêt à taux zéro et l'ouverture à l'ancien du PTZ +.

MÉMO DU TRIMESTRE

ACTIVITÉ GLOBALE - 1,5 %

NEUF - 4 %

ENTRETIEN RÉNOVATION 0%

PRÉVISIONS 2014

ACTIVITÉ GLOBALE - 1,5 %

NEUF - 3 %

ENTRETIEN RÉNOVATION 0 %

(Évolution en volume de l'activité des entreprises artisanales du bâtiment)

VOLUME D'ACTIVITÉ

Le repli d'activité se poursuit

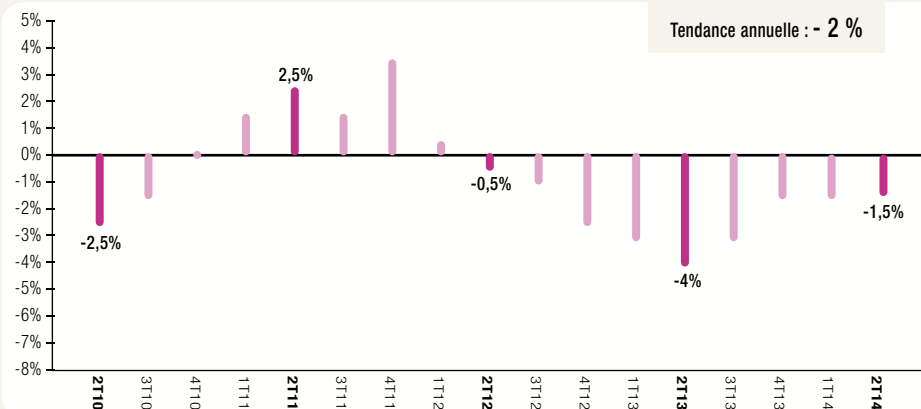
Au second trimestre 2014, le volume d'activité des artisans du bâtiment recule de 1,5 % par rapport au même trimestre de l'année précédente (déjà en recul de 4 %).

Du côté de la construction neuve, la dégradation s'accroît à nouveau avec une baisse de 4 %.

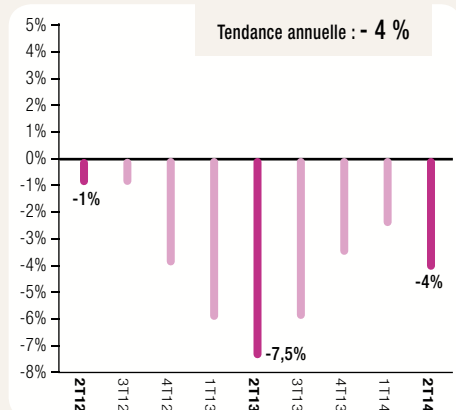
L'activité en entretien-rénovation devient atone ce trimestre 0 % après 7 trimestres de baisse.

Le volume des travaux d'Amélioration de la Performance Énergétique des Logements progresse de 0,5 % ce trimestre (contre + 0 % au 2T2013).

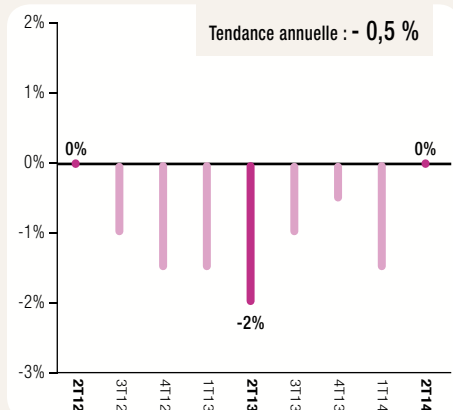
Activité globale



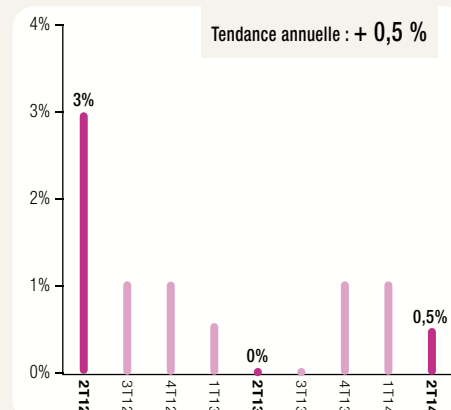
Construction neuve



Entretien-rénovation



Travaux d'Amélioration des Performances Énergétiques du Logement (APEL)



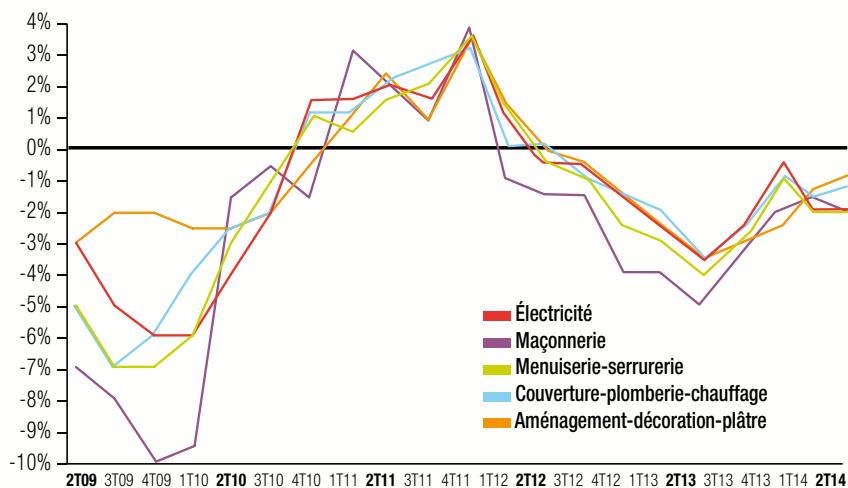
Sources : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR CORPS DE MÉTIERS

Tous les corps de métiers sont en recul

La dégradation du volume d'activité se situe entre - 0,5 % et - 2 % pour les différents métiers. Les travaux d'aménagement-décoration-plâtrerie et de couverture-plomberie-chauffage connaissent la moindre baisse de l'activité par rapport au trimestre précédent (- 0,5% au 2T2014 contre - 1 % au 1T2014 pour le premier et -1 % contre -1,5% pour le second) au contraire de l'activité maçonnerie qui enregistre une nouvelle dégradation (-2 % au 2T2014 contre -1,5 % au 1T2014).

Les travaux d'électricité et de menuiserie-serrurerie sont, encore ce trimestre, très impactés avec une baisse de 2 %, comme au premier trimestre 2014.

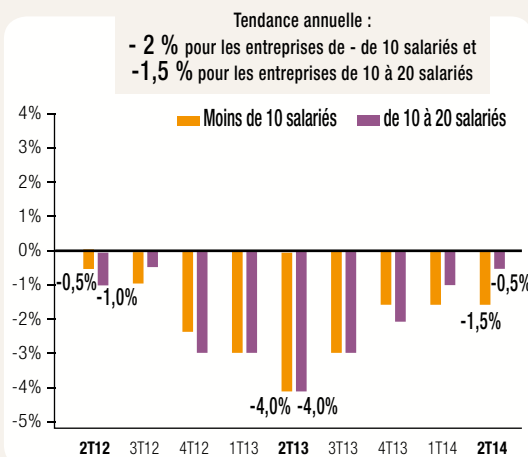


Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Les entreprises de moins de 10 salariés plus touchées, depuis deux trimestres consécutifs

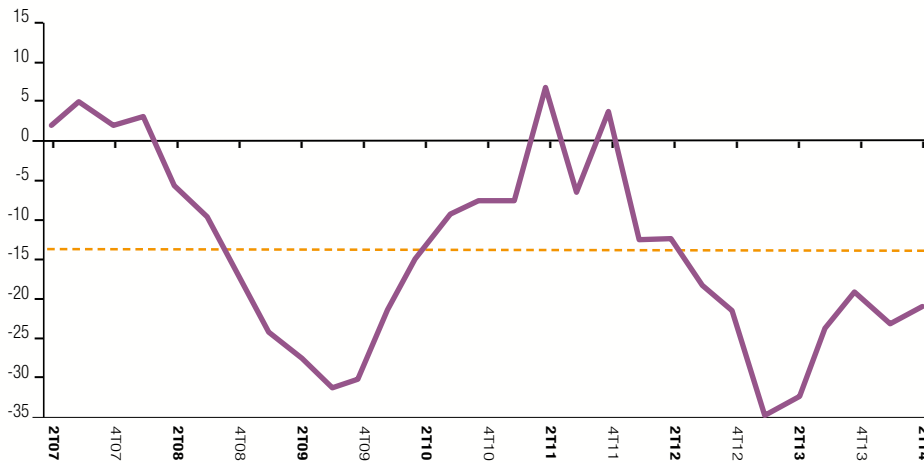
Au 2^{ème} trimestre 2014, la baisse d'activité est de 1,5 % pour les entreprises de moins de 10 salariés contre - 0,5 % pour les entreprises de 10 à 20 salariés.



Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Trésorerie

BESOINS DE TRÉSORERIE



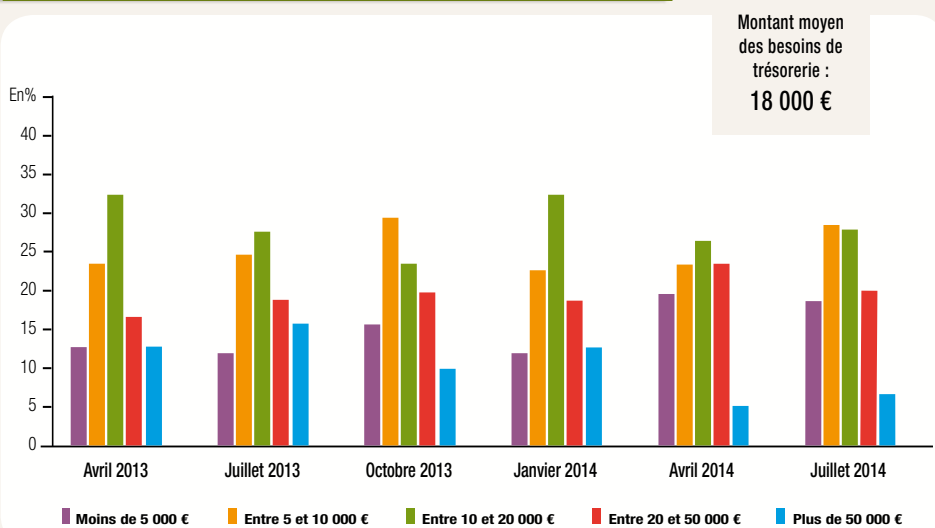
Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

La trésorerie des entreprises artisanales reste inquiétante

La trésorerie des entreprises artisanales ne montre aucun signe d'amélioration. En effet, 29 % des professionnels font état d'une détérioration de leur trésorerie alors que seulement 7 % soulignent une amélioration.

Le solde d'opinions relatif à l'évolution de la trésorerie reste largement négatif, et ce depuis 10 trimestres consécutifs.

RÉPARTITION DES BESOINS DE TRÉSORERIE



Source : CAPEB - I+C.

Des besoins de trésorerie encore élevés

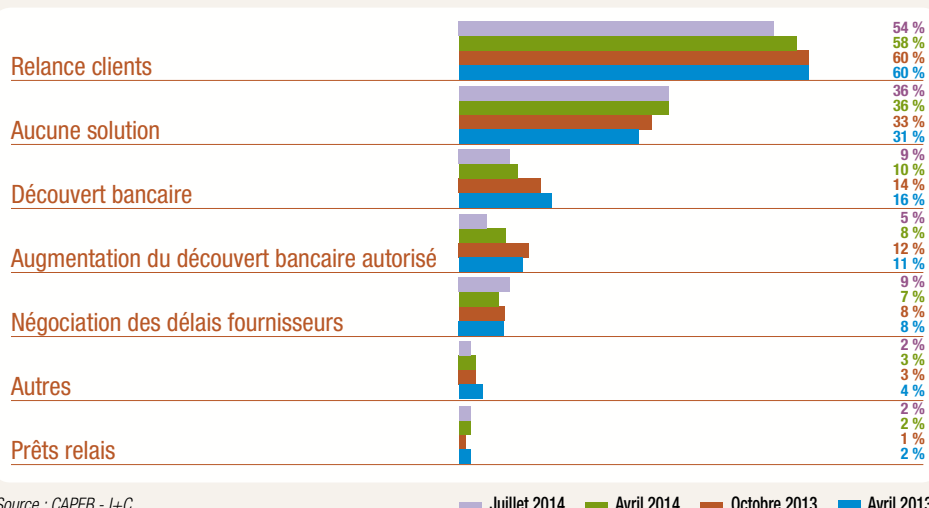
Ainsi, au 2T2014, 40 % des entreprises font état de besoins de trésorerie, dont 56 % d'entre elles déclarent un besoin supérieur à 10 000 €.

En juillet 2014, le montant moyen des besoins de trésorerie de ces entreprises est de 18 000 €.

En juillet 2014, 8 % des entreprises déclarent une hausse du délai de paiement des clients alors que 4 % enregistrent une baisse. Les défauts de paiement des clients sont en hausse pour 9 % des entreprises contre 6 % d'entre elles qui déclarent une baisse.

SOLUTIONS MISES EN ŒUVRE POUR RÉSOUDRE LES PROBLÈMES DE TRÉSORERIE

Plusieurs réponses sont possibles



Source : CAPEB - I+C.

Pour résoudre leur problème de trésorerie, 54 % des entreprises ont recours à des relances clients (elles comptent d'abord sur leurs propres moyens).

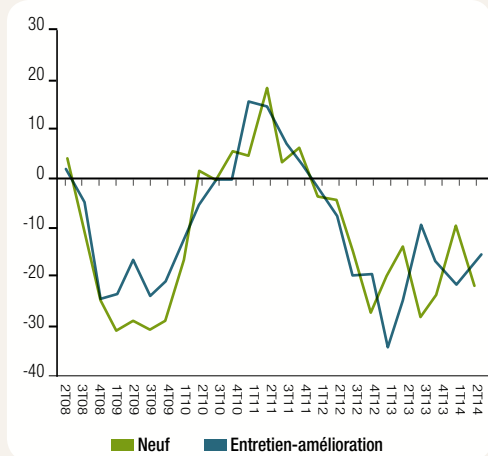
En effet, 77 % des entreprises ont constaté des retards de paiement de clients (contre 74 % en avril 2014), et 45 % des entreprises déclarent une augmentation des retards de paiement.

Le découvert bancaire et l'augmentation du découvert bancaire autorisé sont également utilisés par les entreprises.

A noter que dans plus de 36 % des cas, les entreprises n'envisagent aucune solution.

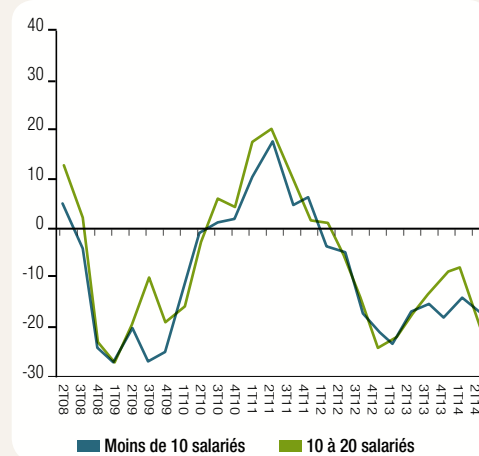
CARNETS DE COMMANDES

Neuf / Entretien-amélioration



Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

Moins de 10 salariés / 10 à 20 salariés



Des perspectives inquiétantes particulièrement dans le neuf

Les carnets de commandes représentent 75 jours de travail au 2^{ème} trimestre 2014 (contre 82 jours un an auparavant). Le renouvellement des plans de charge dans la construction neuve s'est nettement dégradé par rapport au trimestre précédent alors que dans l'entretien-amélioration, les carnets de commandes affichent une moindre baisse par rapport au trimestre précédent.

La détérioration des carnets de commandes se poursuit pour l'ensemble des entreprises, mais semble encore plus difficile pour les entreprises de 10 à 20 salariés.

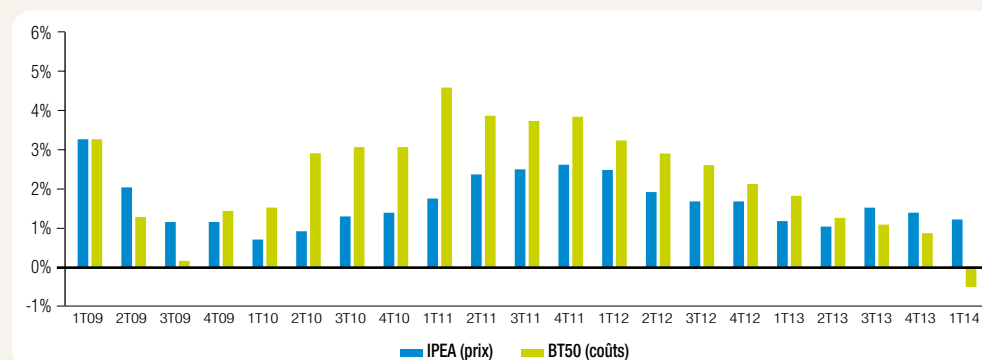
ENTRETIEN-AMÉLIORATION DU LOGEMENT : COÛT ET PRIX DES TRAVAUX

De nouveau, les prix progressent plus vite que les coûts

Les prix augmentent de 1,1 % au 1^{er} trimestre 2014, une hausse supérieure à celle des coûts - 0,2 % (contre + 0,7 % au trimestre précédent).

L'augmentation globale des prix est essentiellement due à la hausse des prix des travaux de maçonnerie-béton armé-carrelage, génie climatique et plomberie sanitaire.

Évolution comparée des prix et des coûts



Source : MEDDE ET INSEE, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Evolution des prix par corps de métiers (1T2014/ 1T2013)

Maçonnerie Béton Armé Carrelage	1,6 %
Peinture Revêtement mural et de sol souple	0,7 %
Menuiseries Bois PVC	1,0 %
Couverture zinguerie	0,9 %
Génie climatique	1,4 %
Plomberie sanitaire	1,3 %
Électricité	0,4 %
Menuiserie métallique Serrurerie	0,4 %
Plâtrerie	1,2 %

MÉMO

Indice des prix à la consommation

Valeur en juin 2014	Évolution annuelle (M/M-12)
126,22	+ 0,3 %

Indice du coût de la construction

Valeur au 1T14	Évolution annuelle (T/T-4)
1 648	+ 0,12 %

Indice de référence des loyers

Valeur au 2T14	Évolution annuelle (T/T-4)
125,15	+ 0,57 %

Source : INSEE, indice base 100 au 4^{ème} trimestre 1998

Index BT50

Valeur en mars 2014	Évolution annuelle (T/T-4)
183,6	0,0 %

Source : MEDDE, publication au JO du 20/06/2014

Cours de l'aluminium

En dollars/tonne en mai 2014	Évolution annuelle (M/M-12)
1 745,5	- 4,6 %

Cours du cuivre

En dollars/tonne en mai 2014	Évolution annuelle (M/M-12)
6 878,4	- 4,8 %

Cours du zinc

En dollars/tonne en mai 2014	Évolution annuelle (M/M-12)
2 059,5	+ 12,6 %

Prix de vente des produits céramiques et matériaux de construction

Valeur en février 2014	Évolution annuelle (M/M-12)
104,0	- 0,1 %

Prix de vente du béton prêt à l'emploi

Valeur en mai 2014	Évolution annuelle (M/M-12)
101,4	0,0 %

Prix de vente des produits sidérurgiques de base et ferroalliages

Valeur en mai 2014	Évolution annuelle (M/M-12)
100,2	- 2,5 %

Source : INSEE, indice base 100 en 2010.

ACTIVITÉ ET CARNETS DE COMMANDES

Activité

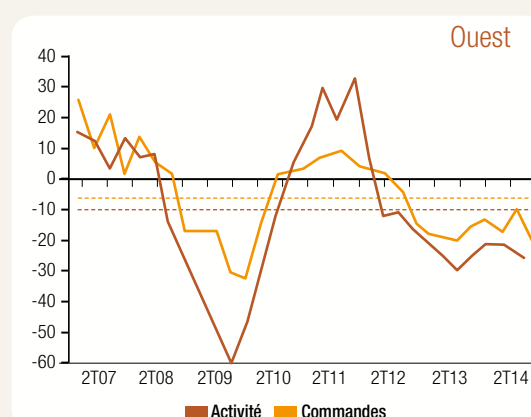
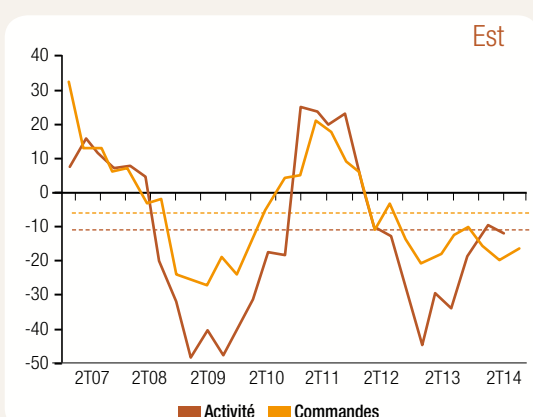
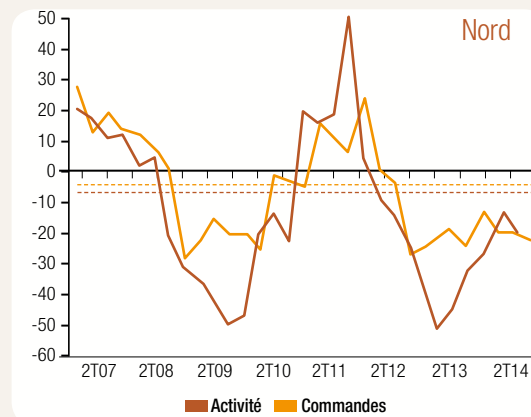
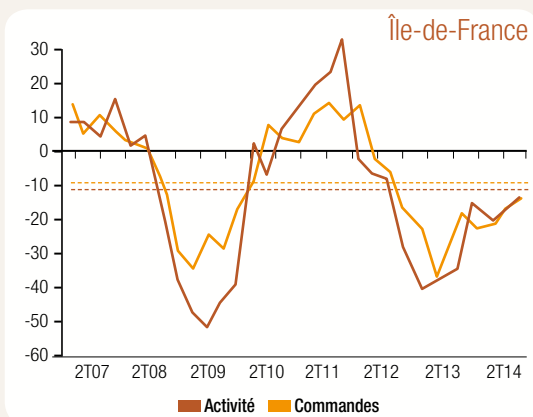
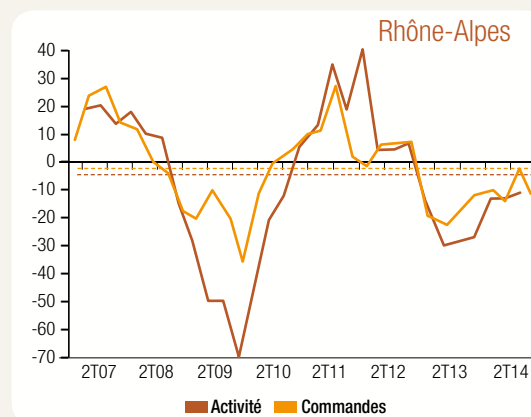
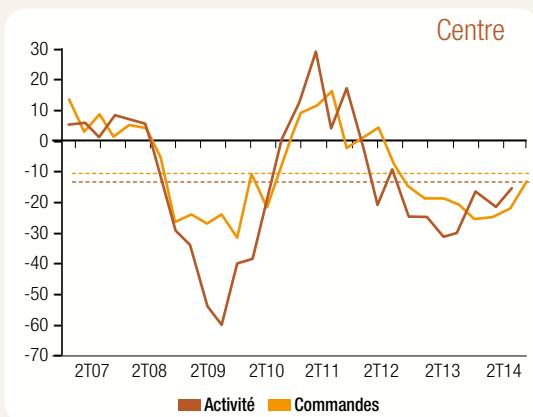
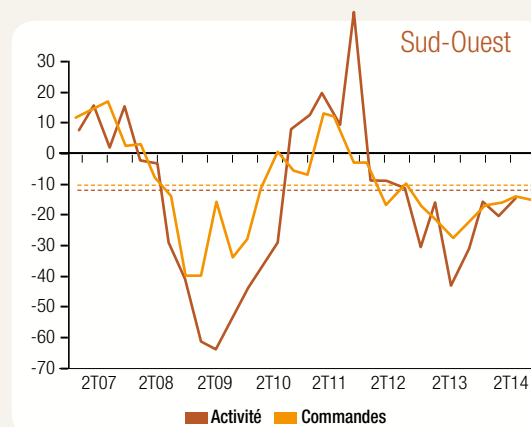
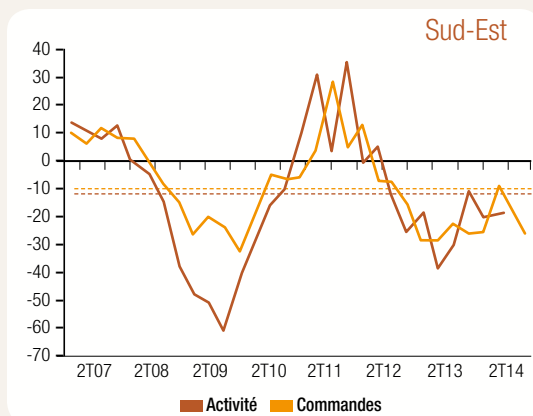
Bien qu'encore négative, l'activité des régions françaises enregistre une moindre baisse, exceptés le Nord, l'Ouest et l'Est qui déclarent un nouveau repli.

Commandes

Le renouvellement des carnets de commandes reste difficile dans toutes les régions particulièrement dans l'Ouest, le Nord et le Sud-Est.

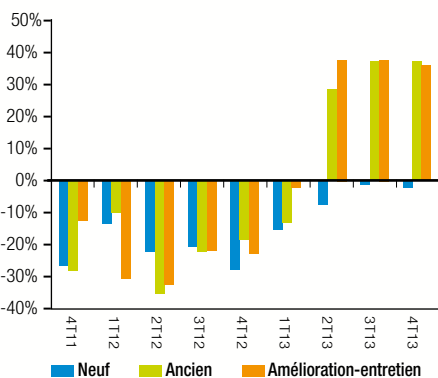
Interprétation des soldes d'opinions : méthodologie

Le solde d'opinions se rapportant à l'activité mesure la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant enregistré une hausse de leur activité et le pourcentage d'entreprises ayant enregistré une baisse. La valeur d'un solde d'opinions doit être interprétée en fonction de la moyenne des soldes d'opinions précédents. Les points situés au-dessus de l'axe représentant la moyenne sur longue période traduisent des opinions majoritairement favorables (de plus en plus favorables lorsque les points s'éloignent de l'axe et inversement). À l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe correspondent à des opinions plutôt défavorables (de plus en plus négatives lorsque les points s'éloignent de l'axe et inversement).



N.B. : la courbe relative aux commandes, c'est-à-dire à l'activité prévue, est avancée d'un trimestre. Les courbes en pointillés représentent les moyennes sur longue période.

CRÉDITS À L'HABITAT POUR LES PARTICULIERS



Source : Banque de France.

Des crédits à la hausse

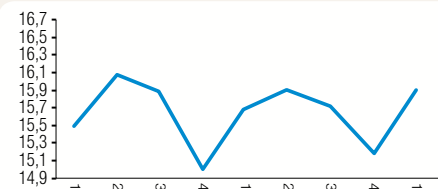
Comme au trimestre précédent, les montants de crédits accordés pour l'achat d'un logement neuf continuent de baisser très légèrement au 4^{ème} trimestre 2013 (- 1,8 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

Les montants accordés pour l'acquisition de logements anciens augmentent, quant à eux, de 36,5 %. Enfin, les crédits destinés aux travaux d'entretien-amélioration enregistrent également une hausse de 35,3 %.

Le montant global des crédits octroyés aux ménages augmente ainsi de 23,5 % pour le troisième trimestre consécutif.

Au 1^{er} trimestre 2014, le taux d'épargne (15,9 %) augmente par rapport au trimestre précédent.

Évolution du taux d'épargne des ménages

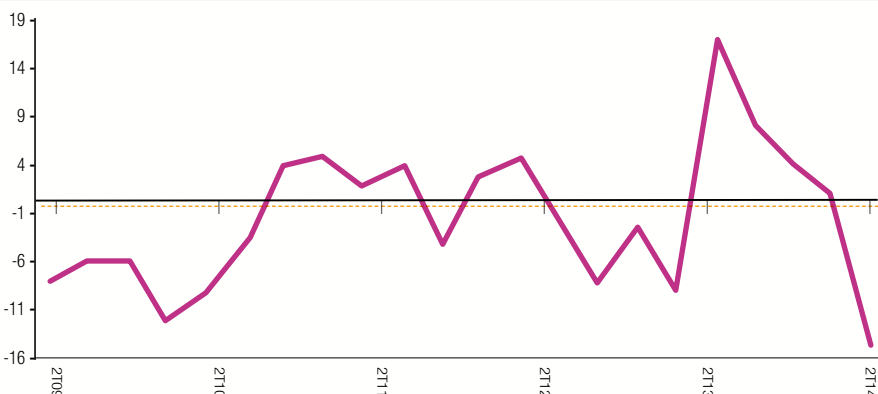


Source : INSEE. Le taux d'épargne est le rapport entre l'épargne des ménages et le revenu disponible brut.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Un solde d'opinions qui plonge

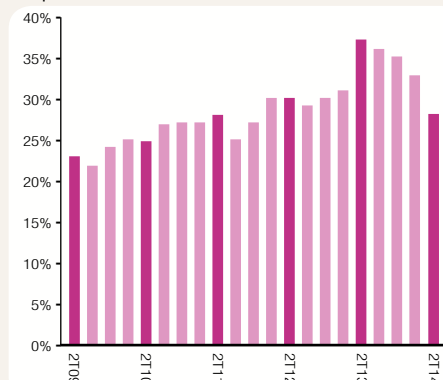
10 % des entreprises enregistrent une hausse de leur chiffre d'affaires réalisé pour le compte des régions, départements et communes, tandis que 25 % constatent une baisse. L'activité avec les collectivités plonge au 2^{ème} trimestre 2014, en effet depuis les élections municipales et les changements d'équipe, la demande de travaux diminue sensiblement.



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (graphique de gauche, solde d'opinions) et (graphique de droite, pourcentage d'entreprise).

28 % des entreprises travaillent pour les collectivités territoriales

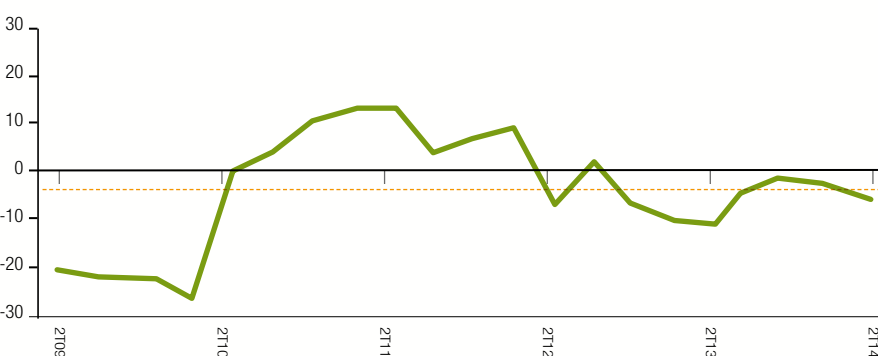
Le nombre d'entreprises travaillant pour le compte des collectivités locales est en forte baisse par rapport au même trimestre de l'année précédente (28 % contre 37 %) et entame ce trimestre, son cinquième trimestre de baisse consécutif.



SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance poursuit sa baisse

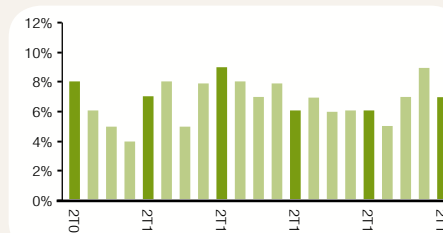
17 % des entreprises notent une baisse de leur activité réalisée en sous-traitance alors que 13 % constatent une progression. Au 2^{ème} trimestre 2014, l'activité en sous-traitance est légèrement inférieure à la moyenne observée sur les sept dernières années.



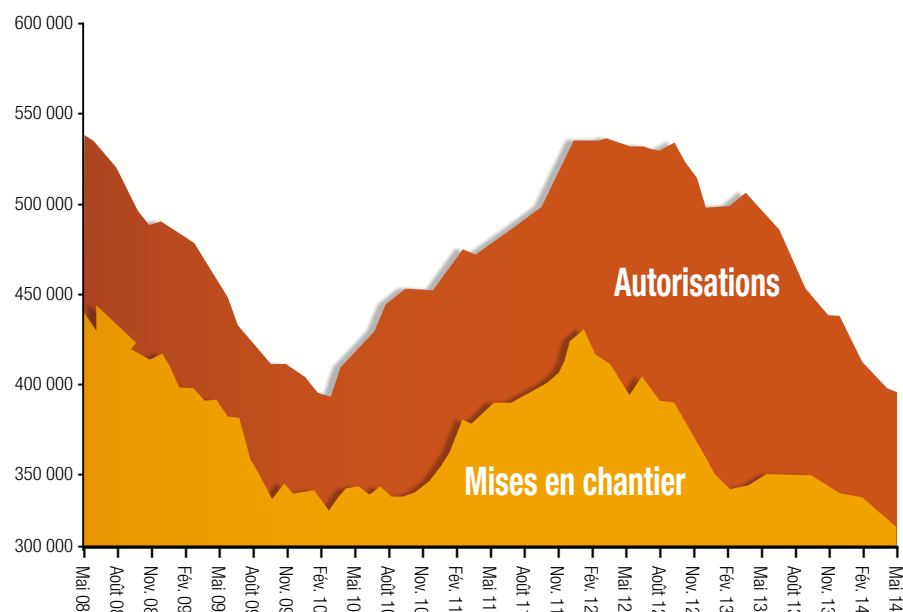
Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (graphique de gauche, solde d'opinions) et (graphique de droite, pourcentage d'entreprise).

7 % des entreprises en sous-traitance

Le nombre d'entreprises réalisant des travaux en sous-traitance s'établit à 7 % ce trimestre (contre 6 % au même trimestre de l'année précédente) et retrouve un niveau plus conforme à celui observé ses dernières années. En effet, la forte progression des entreprises réalisant des travaux en sous-traitance, observée au premier trimestre s'expliquait par une augmentation temporaire de travaux dans un contexte climatique favorable.



NEUF : AUTORISATIONS ET MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS



Les mises en chantier atteignent leur niveau le plus bas depuis 15 ans

A la fin mai 2014, on totalise seulement de 312 000 logements neufs commencés (en cumul sur 12 mois), soit une baisse de 8,5 % sur un an.

Les mises en chantier de logements individuels purs sont particulièrement touchées puisqu'elles affichent une baisse de 29,1 % et s'établissent à 102 690 sur 12 mois cumulés.

En mai, le nombre de permis de construire de logements déposés sur 12 mois cumulés continue de reculer - 20,7 %.

Type de logements commencés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin mai 2014)

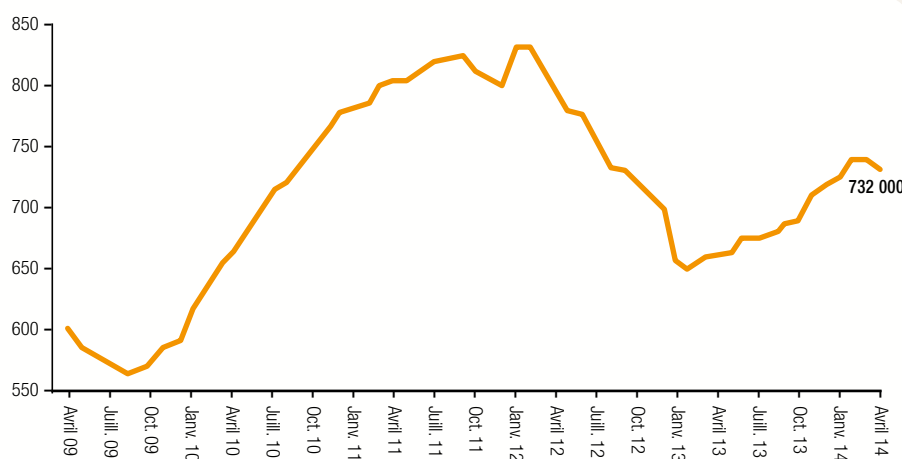
Variation (Juin 2013 à mai 2014) / Juin 2012 à mai 2013)

Individuels purs	102 690	-13,7 %
Individuels groupés	40 501	-7,2 %
Collectifs	148 696	-5,9 %
Logements en résidence	20 179	-2,2%
Total	312 066	-8,5 %

Source : MEDDE.

ANCIEN : VENTES DE LOGEMENTS

Nombre de ventes de logements anciens sur les douze derniers mois (en milliers).



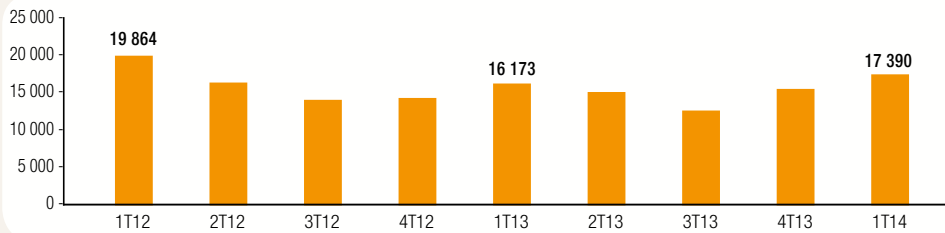
732 000 logements anciens vendus en avril 2014

En avril 2014, on totalise 732 000 ventes de logements anciens (en cumul sur 12 mois), soit une hausse de 11,0 % sur un an.

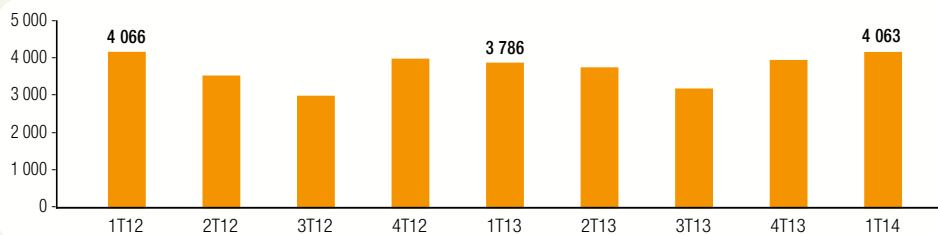
Source: CGEDD d'après DGFIP (MEDOC) et bases notariales.

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES DANS LE BÂTIMENT

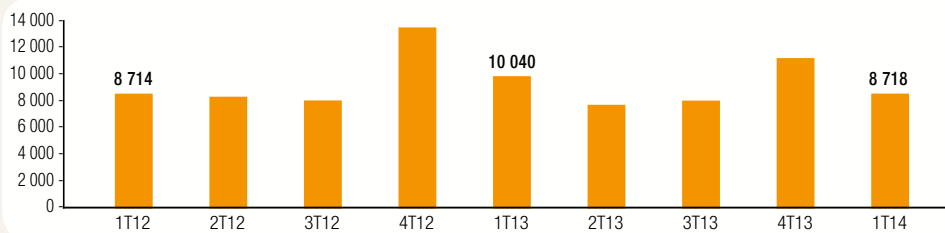
Nombre de créations



Nombre de défaillances



Nombre de cessations



Source : Ellisphere.

Créations :
+ 7,5 %*

Au 1^{er} trimestre 2014, 17 390 entreprises ont été créées dans le bâtiment (y compris auto-entrepreneurs). En cumul sur un an, le total de créations s'établit à 60 482, soit une baisse de 0,4 % sur 12 mois.

Défaillances :
+ 7,3 %*

Au 1^{er} trimestre 2014, 4 063 défaillances d'entreprises ont été enregistrées (y compris auto-entrepreneurs) dans le bâtiment. En cumul sur un an, les défaillances s'établissent à 14 695 soit une baisse de 4,6 % sur 12 mois.

Cessations :
- 13,2 %*

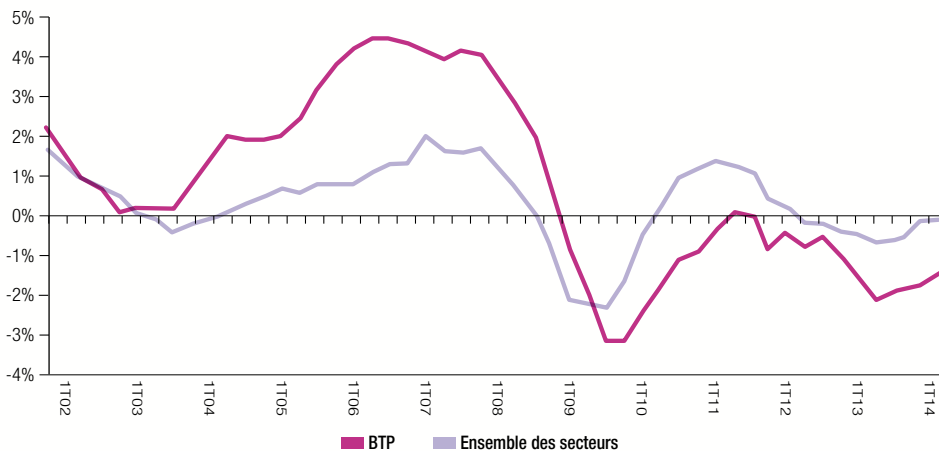
Au 1^{er} trimestre 2014, 8 718 cessations d'entreprises ont été enregistrées (y compris auto-entrepreneurs) dans le bâtiment. En cumul sur un an, les cessations s'établissent à 36 185 soit une baisse de 10,6 % sur 12 mois.

Source : Ellisphere.
*1T2014/1T2013

EMPLOI DANS LE BTP

Emploi salarié

L'emploi salarié du BTP s'établit à 1 390 100 au 1^{er} trimestre 2014, soit une baisse de 1,5 % sur un an.



Source : INSEE.

Emploi intérimaire

Au 1^{er} trimestre 2014, le secteur de la construction totalise 104 740 emplois intérimaires (emplois équivalents temps plein) contre 104 149 au même trimestre de l'année précédente. L'intérim est donc comme au trimestre dernier en très légère hausse (+ 0,6 %) par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le taux de recours à l'intérim (poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié total) s'établit à 7,0 %.



CONFÉDÉRATION DE L'ARTISANAT ET DES
PETITES ENTREPRISES DU BÂTIMENT

2, rue Béranger - 75140 Paris Cedex 03
Tél. : 01 53 60 50 00 - Fax : 01 45 82 49 10
e-mail : capeb@capeb.fr

POUR TOUTE INFORMATION,
UTILISEZ VOTRE ESPACE RÉSERVÉ SUR :

www.capeb.fr